

Unies pour le développement et la poursuite du Programme alimentaire mondial. Le Canada désire que les nouveaux objectifs prévus pour ces programmes soient approuvés; j'espère que notre contribution sera en harmonie avec ces objectifs des Nations Unies."

Nous avons l'intention d'appuyer toute innovation sérieuse et de participer à tout programme d'envergure visant à accélérer la croissance économique. En Asie, où il s'impose que des initiatives positives ne soient pas paralysées par la violence et la guerre, nous nous proposons d'apporter une contribution de \$25,000,000 au capital initial de la Banque de développement de l'Asie, pourvu qu'une Charte valable soit rédigée et soumise à l'approbation parlementaire. Depuis le début, le Canada a joué un rôle actif dans le programme de mise en valeur et de contrôle du bassin du Mékong, qui affecte une grande partie de l'Asie du Sud-est, et nous comptons prendre part à des projets déterminés entrepris sous les auspices de ce programme.

Quant à l'hémisphère occidental, nous avons accru les fonds disponibles, aux termes de nos accords spéciaux conclus avec la Banque de développement inter-américain. Au début de l'année, nous avons mis à la disposition de l'Amérique latine, pour des prêts, une somme de \$25,000,000, et le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures a annoncé à l'Assemblée générale "qu'une somme supplémentaire de \$10,000,000 sera mise à la disposition de cette Banque où elle sera utilisée pour des prêts sans intérêt remboursables sur une période pouvant aller jusqu'à cinquante ans".

Il va de soi que l'assistance économique à elle seule n'est pas suffisante. Le Canada reconnaît que l'expansion du commerce est aussi un facteur clé du développement économique. Nous avons appuyé et nous continuerons à appuyer les efforts déployés dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, au sein du Gatt, dans le contexte du "Kennedy Round" sur les négociations relatives aux tarifs et au commerce, dans les conférences portant sur les produits de base, et ailleurs, en vue d'assurer de plus nombreux débouchés au commerce des pays en voie de développement. Nous attachons une importance particulière à la création du nouvel appareil de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Nous croyons qu'il peut et doit devenir un instrument efficace pour l'étude des divers aspects des problèmes de commerce et de développement et pour la recherche de solutions pratiques. Nous comprenons l'impatience des pays en voie de développement, face aux lents progrès de la Conférence vers des réalisations concrètes. Cette situation est due en partie aux inévitables problèmes d'organisation qui se posent lors de la mise en place d'un nouvel appareil de ce genre. Mais en plus de cela, nous devons reconnaître qu'il existe des différences fondamentales de vues et d'intérêts quant au rôle de la Conférence et aux solutions des problèmes complexes de commerce et de développement. Si nous voulons que cette Conférence soit un succès, il est urgent et nécessaire de concentrer notre attention sur des questions essentielles plutôt que sur des questions de procédure et de faire porter nos efforts sur des domaines où la Conférence semble pouvoir apporter une contribution positive.